
REDD, déforestation et causes du déboisement

Il devient de plus en plus évident que les efforts que font certains gouvernements, ONG, institutions et entreprises pour que REDD soit la principale stratégie de réduction de la déforestation ne sont pas en train d'aboutir dans les pays qui ont des forêts tropicales. L'abattage d'arbres se poursuit à toute vitesse, sous l'impulsion de divers « projets de développement » qui concernent l'extraction minière, les plantations industrielles de palmier à huile, de soja et d'autres cultures, les barrages hydroélectriques et les infrastructures destinées à faciliter le déplacement des matières premières. Même la soi-disant « gestion forestière durable » finit par accroître la destruction.

De la même manière augmentent les preuves que les projets REDD en cours d'exécution dans plusieurs pays de forêt tropicale sont en train de causer beaucoup de problèmes aux communautés locales, comme le montrent plusieurs articles du présent bulletin. Cette situation a porté le WRM à rédiger, à partir des expériences mentionnées, un livret intitulé « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés », dont on parle aussi dans ce bulletin. Parmi les principaux problèmes mentionnés par les communautés figurent les restrictions qu'elles subissent en ce qui concerne leur utilisation traditionnelle des forêts et leur contrôle du territoire.

Bien avant l'apparition de REDD, même ceux qui connaissent à peine la problématique des forêts tropicales savaient déjà que la meilleure manière de combattre leur destruction était de garantir aux peuples qui les habitent et qui en dépendent leur droit au territoire et à l'utilisation de la forêt. De nombreux exemples prouvent que, là où ces droits sont garantis, les forêts sont mieux conservées.

Un des rares aspects positifs des dernières négociations sur REDD dans la Convention sur les changements climatiques de l'ONU – dont il y aura une nouvelle séance ce mois-ci à Doha, au Qatar – est peut-être que les causes de la déforestation feront à nouveau l'objet de discussions. Depuis qu'on parle de REDD, un des éléments qui ont le plus désavantagé les peuples des forêts est que, dans leurs efforts de « se préparer pour REDD », les pays ont insisté à signaler ces peuples comme les principaux responsables de la déforestation en raison de « pratiques » telles que l'agriculture itinérante. Il est également révoltant de constater que les « grands projets de développement » déjà mentionnés ne reçoivent pas le même traitement ; au contraire, ils sont toujours considérés comme des initiatives importantes pour la « croissance », en dépit de la destruction qu'ils causent.

En outre, les grandes entreprises impliquées dans la destruction des forêts tropicales comptent profiter de REDD et de la commercialisation des services environnementaux pour « compenser » leurs activités destructrices.

Bien que, sur le plan international, REDD puisse avoir les jours comptés faute de financement, les grandes entreprises ne cessent de chercher à « compenser » leurs actions destructrices par des activités « vertes », essayant ainsi de justifier l'injustifiable. Pour ces entreprises qui deviennent toujours plus grandes, un système de ce genre est d'une importance fondamentale, maintenant que les contradictions du modèle déprédateur d'exploitation des ressources naturelles deviennent de plus en plus explicites et se voient, par exemple, dans les effets des changements climatiques, de la dégradation environnementale et de la déforestation.

Nous pensons que seulement la résistance et la mobilisation des communautés touchées par les grands projets de « développement », soutenues par la solidarité nationale et internationale, seront suffisamment fortes pour pousser les gouvernements à adopter des mesures efficaces afin de réduire le déboisement, en visant ceux qui vraiment sont en train de provoquer la destruction.

En plus, il faut prendre des mesures urgentes contre les causes profondes de la déforestation et, en particulier, pour le changement structurel du modèle de production et de consommation absolument non durable des pays les plus industrialisés. Ce n'est pas par des initiatives individuelles qu'on y parviendra ; il faut que les gouvernements prennent des mesures énergiques pour diminuer le pouvoir des grandes entreprises, du grand capital en général et du capital financier en particulier. En plus de reconnaître les droits des peuples des forêts, telle est la voie à suivre pour réduire vraiment la déforestation.